

Développement durable

Conférence environnementale: la rigueur repeinte en vert?

Article paru dans FO Hebdo n°3043

Durant deux jours, le gouvernement a présenté son programme de transition écologique et a multiplié les annonces environnementales.

Pour organiser sa première Conférence environnementale, le gouvernement a voulu reprendre les éléments de la recette qui avaient fait la réussite de la Grande Conférence sociale des 9 et 10 juillet derniers, tout en les déclinant au monde complexe de l'écologie.

Pour ce qui est des ingrédients, prendre les mêmes qu'en matière sociale (syndicats de salariés et patronat); ajouter des ONG environnementales (Greenpeace, WWF France, Ligue de Protection des Oiseaux...), des associations (Union nationale des Associations de France, Auberges de Jeunesse, etc.), des élus des collectivités locales, des parlementaires et un zeste de personnalités «invitées par le gouvernement» (la Fédération nationale des Chasseurs, sa sœur jumelle de la Pêche en France, l'UFC Que Choisir, la FSU, l'UNSA...). Mélanger le tout pendant deux jours avec quatorze ministres (d'un gouvernement qui en compte trente-huit), le président de la République en ouverture et le Premier ministre en conclusion. Servir immédiatement.

Comme souvent dans le cas des mélanges, le résultat peut laisser perplexe. Alors que la Conférence sociale de juillet s'efforçait de lancer des chantiers législatifs et des thèmes de négociation interprofessionnelle, son alter ego environnemental a vu l'annonce de toute une série de décisions concrètes sans que cela ait toujours été précédé d'une quelconque concertation.

François Hollande a ainsi annoncé la fermeture de la centrale de Fessenheim en 2016, ce qui a provoqué une levée de boucliers jusque parmi les élus locaux. La Fédération FO Énergie et Mines a regretté cette fermeture d'«une centrale nucléaire jugée bonne pour le service par l'Autorité de sécurité nucléaire et qui emploie 770 salariés et 200 prestataires permanents».

OPÉRATION SÉDUCTION

Le président a également annoncé le rejet des sept demandes d'exploration du gaz de schiste, tant que la seule méthode d'extraction connue restera celle de la fracturation hydraulique, jugée dangereuse. Une annonce qui a rempli de bonheur les associations écologistes et qui a déçu Laurence Parisot.

Si la volonté manifeste du gouvernement était de séduire les associations environnementalistes, il n'est toutefois pas allé jusqu'à accéder aux demandes des plus radicales d'entre elles, qui revendiquent un quota de places réservées au sein des institutions représentatives du personnel –notamment les CHS-CT–, sous prétexte d'une extension des obligations des entreprises en matière de Responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Enfin, la plupart des annonces faites ont une forte portée symbolique qui laisse à penser que cette conférence est, selon la formule de Pascal Pavageau, qui conduisait la délégation FO, «une pastille verte pour masquer la noirceur de la rigueur».

Une rigueur budgétaire à laquelle échapperont les associations environnementales puisque –cerise sur le gâteau– leurs subventions seront, en 2013, augmentées de 10%, ainsi que l’a annoncé le Premier ministre lors de son discours de clôture.

Jour après jour du 22/09/2012



<http://fovinatier.free.fr/>